



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021

Exercice social | Du 1^{er} janvier au 30 juin

SOMMAIRE

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	3
COMPTES SEMESTRIELS RESUMES	7
1. Etat de la situation financière consolidée	7
2. Compte de résultat consolidé	8
3. Tableau de flux de trésorerie	10
4. Variation des capitaux propres part du groupe	11
5. Annexes des comptes consolidés	11
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	24
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	25

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

Le Conseil d'administration de la société s'est réuni en date du 15 septembre 2021 sous la Présidence de Monsieur Christian Aubert, afin de procéder à l'examen des comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2021 pour l'activité du premier semestre 2021. Ces chiffres sont présentés selon les normes IFRS.

Commentaires généraux sur l'activité

Le premier semestre 2021 a été marqué par une nette accélération de la croissance du chiffre d'affaires avec une croissance organique plus forte qu'anticipée. Elle s'établit à +13,3% au deuxième trimestre nettement supérieure à celle du premier trimestre de +4%, ce qui permet au groupe de se situer au-dessus de son plan de marche initial en renouant avec une activité très supérieure au niveau d'avant crise. Cette performance s'appuie à la fois sur une offre globale de services adaptée et innovante sur des marchés où la transformation numérique est un enjeu majeur et sur un recrutement des talents efficace.

Aubay a réalisé sur le 1^{er} semestre de l'année un chiffre d'affaires de 233,1 M€ et enregistre une croissance de 8,5% à périmètre constant. Les performances en France et à l'International sont très homogènes avec des taux de croissance respectifs de +7,4% et +9,7%.

La France (51% du CA groupe), sous l'effet d'une activité commerciale soutenue et d'un recrutement efficient, voit son activité progresser de +7,4% à périmètre comparable. Les gains de nouveaux centres de services et de référencements auprès de grands clients sont nombreux sur le semestre.

L'international (49% du CA groupe) poursuit sur la belle tendance des années précédentes en s'appuyant sur la bonne dynamique des opérations en Italie, sur les succès de la péninsule Ibérique, en particulier au Portugal, et sur la croissance retrouvée du Bélux. Au total, la croissance organique s'élève à 9,7%.

En ce qui concerne la croissance de l'effectif net, ce ne sont pas moins de 326 collaborateurs qui ont rejoint le groupe au cours du semestre.

Le taux d'activité des consultants s'est maintenu à un niveau élevé à 93,8% vs 92,7% un an plus tôt.

En M€	T2 2020	T2 2021	Var.	S1 2020	S1 2021	Var.	Var. organique
France*	51,4	58,7	+14,2%	110,2	118,3	+7,4%	+7,4%
International	52,0	58,5	+12,4%	104,6	114,8	+9,7%	+9,7%
Total	103,4	117,2	+13,3%	214,8	233,1	+8,5%	+8,5%

* y compris UK

L'ensemble des zones et secteurs d'activité a contribué à la nette amélioration des principaux indicateurs financiers. Ainsi, le résultat opérationnel d'activité atteint 22,5 M€ sur le semestre en hausse de 19,5% par rapport au premier semestre 2020, soit un taux de marge opérationnelle de 9,6% en hausse de 0,9 points sur un an. Il se décompose en 8,2% (soit +0,7 points) en France et 11,1% (+ 1 point) à l'International.

Enfin, le résultat net à 15,6 M€ s'établit en forte progression à +38% par rapport à l'année passée établissant ainsi un nouveau plus haut semestriel historique pour le groupe.

Fort de la belle performance réalisée au cours du premier semestre, Aubay a revu son objectif de chiffre d'affaires annuel à la hausse (cf. paragraphe « Perspectives pour l'exercice 2021 »)

Les principaux résultats sont ainsi résumés dans les tableaux ci-dessous :

En K€	30/06/2021	30/06/2020	Var.
Chiffre d'affaires	233 095	214 777	+8,5%
Autres produits de l'activité	200	244	
Achats consommés et charges externes	(46 850)	(43 205)	
Charges de personnel	(158 452)	(147 290)	
Impôts et taxes	(1 935)	(1 791)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 758)	(3 840)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis	0	0	
Autres produits et charges d'exploitation	157	(104)	
Résultat opérationnel d'activité	22 457	18 791	+19,5%
En % du CA	9,6%	8,7%	
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(527)	(464)	
Résultat opérationnel courant	21 930	18 327	+19,7%
En % du CA	9,4%	8,5%	
Autres produits et charges opérationnels	(613)	(906)	
Résultat opérationnel	21 317	17 421	+22,4%
En % du CA	9,1%	8,1%	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie			
Coût de l'endettement net	(260)	(283)	
Autres produits et charges financiers	329	(19)	
Résultat financier	69	(302)	
Charges d'impôt	(5 776)	(5 814)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	15 610	11 305	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net	15 610	11 305	+38,1%
En % du CA	6,7%	5,3%	
Part du groupe	15 583	11 287	
Intérêts minoritaires	27	18	

		30/06/2021		30/06/2020	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* % CA	
Groupe	233,1	9,6%	214,8	8,7%	
France	118,3	8,2%	110,2	7,5%	
International	114,8	11,1%	104,6	10,1%	

*Résultat Opérationnel d'Activité

Effectif fin de période	30/06/2021	30/06/2020
France	2 650	2 520
Belgique- Luxembourg	211	194
Italie	2 048	1 914
Espagne/Portugal	1 979	1 783
Total	6 888	6 411
Productif	6 378	5 914
% productif	92,5%	92,2%
Administratifs et commerciaux	510	497
Total	6 888	6 411

Analyse des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2021

Résultats du Groupe

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2021 s'établit à 233,1 M€ contre 214,8 M€ au premier semestre 2020 soit une hausse de 8,5%.

Le résultat opérationnel d'activité atteint 22 457 K€ à comparer aux 18 791 K€ du premier semestre 2020, soit une hausse de 19,5% et un taux de marge qui ressort à 9,6% vs 8,7% un an plus tôt.

Les autres produits et charges opérationnels représentent une charge de 613 K€ à comparer à une charge de 906 K€ au premier semestre 2020. Les charges comprennent principalement des coûts de restructuration.

Le résultat opérationnel s'établit donc à 21 317 K€ contre 17 421K€ ce qui représente une hausse de 22,4%.

Le résultat financier enregistre un produit net de 69 K€ vs une charge de 302 K€ en 2020.

La charge d'impôt s'élève à 5 776 K€ vs 5 814 K€ au S1 2020 soit un taux effectif d'impôt de 27% à comparer à 34% un an plus tôt. La baisse est principalement imputable à la France qui a vu son taux d'impôt sur les bénéficiaires et la charge de CVAE baisser.

Le résultat net ressort à 15 610 K€ au premier semestre 2021 soit un taux de 6,7% du chiffre d'affaires (contre 11 305 K€ au premier semestre 2020) en hausse de 38,1%. Le résultat par action s'élève ainsi à 1,18 euros pour les 13 208 860 actions (nombre moyen pondéré d'actions) à comparer aux 0,86 euros et les 13 190 560 actions à la fin du premier semestre 2020.

Etat de la situation financière consolidée

La situation nette atteint 214,9 M€ en augmentation de 12 M€ par rapport au 31 décembre 2020.

Les principales variations comprennent :

- La prise en compte du résultat net bénéficiaire de 15,6 M€,
- Le versement de dividendes aux actionnaires pour 4,3 M€,

Les **actifs non courants** s'établissent à 157,8 M€ en baisse de 3,0 M€ principalement liée aux droits d'utilisation des biens pris en location.

Les **créances clients et actifs sur contrats** s'établissent à 153,4 M€ au 30 juin 2021 à comparer à 134,6 M€ au 31 décembre 2020. La forte croissance du chiffre d'affaires et l'allongement du délai moyen d'encaissement (DSO) à 89 jours expliquent la hausse du poste client. Cela a entraîné une variation de BFR négative qui devrait se réduire d'ici la fin de l'exercice.

La trésorerie **disponible** s'élève à 49,6 M€ contre 52,5 M€ six mois plus tôt.

La dette financière brute hors dettes locatives s'établit à 5,5 M€ au 30 juin 2021 à comparer à 7,8 M€ fin 2020.

Il en découle une situation de trésorerie nette stable (hors dettes locatives) de 44,0 M€.

En outre, les principaux éléments qui ont impacté la trésorerie nette sont résumés ci-dessous :

- des flux générés par l'activité à hauteur de 6,3 M€ après la prise en compte d'une variation de BFR négative de 14,3 M€,
- des investissements en immobilisations incorporelles et corporelles pour 0,5 M€,
- le versement aux actionnaires de dividendes de 4,3 M€,
- le remboursement de 2,2 M€ d'emprunts bancaires.

Organisation

Aucune opération impactant l'organisation globale du groupe n'est à relever.

Rachat de minoritaires, prise de participation ou cession d'entreprise, fusion

Rachats de Minoritaires

Néant.

Prise de participation

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours du premier semestre 2021 au sein du groupe Aubay.

Fusions

Néant.

Principaux Risques et Incertitudes pour les Six Mois Restant de l'Exercice

Les facteurs de risques tels que présentés dans le Document Universel de Référence publié par la société et déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 16 avril 2021 sous le numéro D.21-0316, n'ont pas subi d'évolution sensible au cours du semestre écoulé.

Evénements Importants Intervenues depuis le 30 Juin 2021

Aucun évènement significatif qui serait intervenu depuis le 30 juin 2021 n'est à relever.

Perspectives pour l'exercice 2021

(Données non auditées)

Fort de la performance réalisée au cours du premier semestre et de la visibilité offerte par les affaires gagnées et la croissance embarquée, Aubay a revu son objectif de chiffre d'affaires annuel à la hausse, initialement compris entre 440 et 450 M€, et vise désormais une nouvelle fourchette comprise entre 456 et 465 M€, soit une croissance organique au-dessus de la borne haute de la trajectoire de croissance visée sur le moyen long terme (5 à 7%).

L'objectif de marge opérationnelle d'activité demeure inchangé, compris entre 9,5% et 10,5%.

Le Conseil d'administration

COMPTES SEMESTRIELS RESUMES

1. Etats de la situation financière consolidés

ACTIF (en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Ecart d'acquisition	131 305	131 305
Immobilisations incorporelles	991	771
Immobilisations corporelles	4 573	5 166
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	16 433	18 611
Titres mis en équivalence	-	-
Autres actifs financiers	2 022	2 263
Impôts différés actifs	2 492	2 472
Autres actifs non courants	-	118
ACTIF NON COURANT	157 816	160 706
Stocks et en-cours	324	516
Actifs sur contrats	41 397	29 148
Clients et comptes rattachés	112 049	105 432
Autres créances et comptes de régularisation	36 265	33 496
Valeurs mobilières de placement	840	579
Disponibilités	48 718	51 883
ACTIF COURANT	239 593	221 054
TOTAL DE L'ACTIF	397 409	381 760

PASSIF (en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Capital	6 611	6 604
Prime d'émission et réserves consolidées	192 581	170 016
Résultats net part du groupe	15 583	26 132
Capitaux propres - part du groupe	214 775	202 752
Intérêts minoritaires	146	144
CAPITAUX PROPRES	214 921	202 896
Emprunts et dettes financières : part à + d'un an	2 444	3 913
Dettes de loyers : part à + d'un an	11 809	13 756
Impôts différés passifs	1	1
Provisions pour risques et charges	6 812	6 751
Autres passifs non courants	441	273
PASSIF NON COURANT	21 507	24 694
Emprunts et dettes financières : part à - d'un an	3 097	3 907
Dettes de loyers : part à - d'un an	5 024	5 240
Fournisseurs et comptes rattachés	31 120	30 572
Passifs sur contrat	14 462	18 319
Autres dettes et comptes de régularisations	107 278	96 132
PASSIF COURANT	160 981	154 170
TOTAL DU PASSIF	397 409	381 760

2. Comptes de résultat consolidés

(en milliers d'euros)	30/06/2021	%	30/06/2020	%
Chiffre d'affaires	233 095	100%	214 777	100%
Autres produits de l'activité	200		244	
Achats consommés et charges externes	(46 850)		(43 205)	
Charges de personnel	(158 452)		(147 290)	
Impôts et taxes	(1 935)		(1 791)	
Dotations aux amortissements et provisions	(3 758)		(3 840)	
Variation des stocks de produits en cours et de produits finis				
Autres produits et charges d'exploitation	157		(104)	
Résultat opérationnel d'activité	22 457	9,6%	18 791	8,7%
Charges liées aux actions gratuites et assimilées	(527)		(464)	
Résultat opérationnel courant	21 930	9,4%	18 327	8,5%
Autres produits et charges opérationnels	(613)		(906)	
Résultat opérationnel	21 317	9,1%	17 421	8,1%
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie				
Coût de l'endettement net	(260)		(283)	
Autres produits et charges financiers	329		(19)	
Résultat financier	69		(302)	
Charges d'impôt	(5 776)		(5 814)	
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences				
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	15 610		11 305	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession				
Résultat net	15 610	6,7%	11 305	5,3%
Part du groupe	15 583		11 287	
Intérêts minoritaires	27		18	
Nombre moyen pondéré d'actions	13 208 860		13 190 560	
Résultat par action	1,18		0,86	
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	13 283 360		13 243 060	
Résultat dilué par action	1,17		0,85	

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

Résultat net et gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	30/06/2021	30/06/2020
Ecarts de conversion	43	(44)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Eléments qui seront reclassés en résultat	43	(44)
Ecarts actuariels sur régime de retraite	236	(119)
Autres incidences		
Eléments qui ne seront pas reclassés en résultat	236	(119)
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	279	(163)
Résultat net rappel	15 610	11 305
Gains et pertes comptabilisés en capitaux propres part groupe	279	(163)
RESULTAT GLOBAL	15 889	11 142
<i>Dont part du groupe</i>	<i>15 862</i>	<i>11 124</i>

3. Tableaux de flux de trésorerie consolidés

En K€	30/06/2021	30/06/2020
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	15 610	11 305
Résultat des mises en équivalences		
Dotations nettes aux amortissements et provisions et droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	3 554	4 150
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	527	464
Autres produits et charges calculés		212
Produits de dividendes		
Plus et moins-values de cession	18	101
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	19 709	16 232
Coût de l'endettement financier net	260	283
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	5 776	5 814
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt (A)	25 745	22 329
Impôts versés (B)	(4 816)	(130)
Variation des clients et autres débiteurs (C)	(22 178)	4 485
Variation des fournisseurs et autres créditeurs (C)	7 697	(8 716)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A+B+C)	6 448	17 968
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(460)	(646)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles		
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	(68)	(4)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières		
Variation des prêts et avances consenties	248	388
Décaissements (encaissements) liés aux regroupements d'entreprises nets de leur trésorerie		
Dividendes et subventions reçus		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	(280)	(262)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats d'actions propres en vue d'annulation		
Rachats et reventes d'actions propres		
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice :		
- Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(4 340)	(3 562)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	115	1 520
Remboursement dettes financières	(2 168)	(2 482)
Remboursement de dettes de loyers	(2 165)	(2 609)
Intérêts financiers nets versés	(260)	(283)
Rachat d'intérêts minoritaires ne donnant pas le contrôle		
Autres flux		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financements (F)	(8 818)	(7 416)
Incidence des variations des cours des devises (G)	(31)	(40)
Variation de trésorerie nette (D+E+F+G)	(2 681)	10 250
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	52 205	24 131
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	49 524	34 381

4. Variation des capitaux propres consolidés

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Résultat Net Part du Groupe	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2021	6 604	170 017	26 132	202 752	144	202 896
Augmentation de capital	7	(7)	-	-	-	0
Paiements fondés sur des actions	-	492	-	492	-	492
Dividendes versés	-	(4 340)	-	(4 340)	(25)	(4 365)
Affectation du résultat	-	26 132	(26 132)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	15 583	15 583	27	15 610
Variation titres d'autocontrôle	-	8	-	8	-	8
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	0
Autres mouvements	-	1	-	1	-	1
Autres éléments du résultat global	-	279	-	279	-	279
Capitaux propres au 30 juin 2021	6 611	192 582	15 583	214 775	146	214 921

	Capital social	Primes d'émission et réserves consolidées	Résultat Net Part du Groupe	Total part du groupe	Minoritaires	Total
Capitaux propres au 1er janvier 2020	6 597	151 165	26 409	184 170	91	184 261
Augmentation de capital	6	(6)	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	477	-	477	-	477
Dividendes versés	-	(3 562)	-	(3 562)	-	(3 562)
Affectation du résultat	-	26 409	(26 409)	-	-	0
Résultat net de l'exercice	-	-	11 287	11 287	18	11 305
Variation titres d'autocontrôle	-	(198)	-	(198)	-	(198)
Transaction avec les intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	0
Flux liés aux titres mis en équivalences	-	-	-	-	-	0
Autres mouvements	-	(14)	-	(14)	-	(14)
Autres éléments du résultat global	-	(163)	-	(163)	-	(163)
Capitaux propres au 30 juin 2020	6 603	174 108	11 287	191 997	109	192 106

5. Annexes des comptes consolidés

Règles et méthodes comptables

Le Groupe Aubay établit ses comptes consolidés en conformité avec les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) en vigueur au 30 juin 2021 telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les comptes intermédiaires sont établis selon les mêmes règles et méthodes que celles retenues pour l'établissement des comptes annuels. Les comptes semestriels consolidés résumés du premier semestre 2021 ont été préparés conformément aux dispositions de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils n'incluent pas toutes les informations requises pour les comptes annuels et doivent être lus conjointement avec le Document Universel de Référence 2020.

Nouvelles normes et interprétations applicables en 2021

Les règles et méthodes comptables appliquées dans les états financiers semestriels sont identiques à celles utilisées dans les comptes annuels au 31 décembre 2020, à l'exception des nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2021 :

- Amendements à IFRS 4 "Report d'application d'IFRS 9 pour les transactions d'assurance au 01/01/2023",
- Réforme des taux d'intérêt de référence (IBOR) – Etape 2 "Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4",
- Amendements à IFRS 16 "Aménagements des loyers Covid-19 au-delà de juin 2021 (preneurs uniquement)"

Ces textes n'ont pas eu d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe.

Les impacts éventuels de la décision définitive de l'IFRS IC, intervenue en mai 2021, concernant l'attribution des avantages postérieurs à l'emploi aux périodes de services (norme IAS 19), sont en cours d'analyse par le Groupe.

Impact de la pandémie Covid-19 sur les états financiers consolidés du 1^{er} semestre 2021

La pandémie du Covid-19 a entraîné un certain nombre de difficultés opérationnelles, liées au confinement, qu'il a fallu gérer et a entraîné un impact négatif limité sur les états financiers consolidés du 1^{er} semestre 2020.

Au cours du premier semestre 2021, cette situation ne s'est pas reproduite. Il n'y a donc eu aucun impact négatif majeur sur la situation financière du groupe.

Les états financiers ont été arrêtés par le conseil d'administration du 15 septembre 2021.

Méthodes de consolidation : La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles Aubay exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif. Ce contrôle exclusif s'apprécie en fonction de la majorité des droits de vote, ou de l'exercice contractuel ou de fait de la direction opérationnelle.

La méthode de la mise en équivalence est appliquée aux états financiers des sociétés desquelles Aubay exerce une influence notable sans toutefois exercer un contrôle exclusif. La comptabilisation par mise en équivalence implique la constatation dans le compte résultat de la quote-part de résultat de l'année de l'entreprise associée. La valeur comptable de la participation est ajustée du montant cumulé de sa quote-part des variations postérieures à l'acquisition des capitaux propres. La participation du groupe comprend le goodwill.

Principes d'arrêtés des comptes : Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes semestriels arrêtés le 30 juin 2021 et retraités, le cas échéant, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les sociétés entrantes dans le périmètre sont consolidées au moment du transfert juridique des titres acquis, il en est de même pour les sociétés sortantes. A cet effet, un arrêté comptable des sociétés acquises est réalisé.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères : Seule la filiale au Royaume-Uni (Aubay UK) est concernée par les différences de change, toutes les autres entités du groupe étant en zone Euro.

- Les éléments d'actifs et de passifs sont convertis au taux de change de clôture ;
- Les produits, les charges et les flux de trésorerie sont convertis au taux de change moyen de l'exercice ;
- Toutes les différences de conversion en résultant sont comptabilisées en tant que composante distincte des capitaux propres.

Ecarts d'acquisition : L'écart d'acquisition constaté lors d'une prise de contrôle correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la part du Groupe dans l'actif net retraité de la société acquise. Cette différence de valeur se répartit entre :

- (1) Des éléments identifiables du bilan qui sont classés dans les postes appropriés et suivent les règles comptables qui leur sont propres.
- (2) L'écart d'acquisition pour le solde non affecté.

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est constaté en profit directement au compte de résultat.

Les frais d'acquisition que le groupe supporte dans le cadre d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en « autres charges opérationnelles » sur la période durant laquelle ils sont encourus.

Les engagements d'achat d'intérêts minoritaires (regroupement d'entreprises) sont assimilés à un rachat d'actions et sont à enregistrer en dette opérationnelle avec pour contrepartie une réduction des intérêts minoritaires l'année de leur comptabilisation (méthode de l'écart d'acquisition dit « complet »). Les montants comptabilisés sont calculés en fonction des engagements pris, principalement sur des multiples de résultat des filiales concernées. Les variations de dettes d'une année sur l'autre liées à d'éventuels changements d'estimations ont pour contrepartie les « autres produits et charges opérationnels ».

Les écarts d'acquisition sont soumis, dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an à la clôture de l'exercice, à un test de dépréciation. Ce test de dépréciation consiste à comparer la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou des groupes d'UGT à la valeur nette comptable des actifs correspondants, incluant les écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont affectés et font l'objet de tests de valeur par UGT ou groupe d'UGT, à savoir par zone géographique (France, Italie, Espagne, Portugal et Bélu), qui est le niveau de suivi du retour sur ces investissements. La politique du groupe est de tendre vers une seule entité juridique par zone géographique (intégration, puis fusion des sociétés).

La valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT correspond à la valeur d'utilité, déterminée sur la base de la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés (« discounted cash flows » ou DCF). Son évaluation est effectuée sur la base :

- de paramètres issus du processus budgétaire et prévisionnel, étendus sur un horizon de 5 ans, en fonction de taux de croissance et de rentabilité jugés raisonnables,
- d'un taux de croissance à l'infini qui avait été fixé à 2,5% au 31 décembre 2020 pour l'intégralité des UGT ou groupes d'UGT, sur la base de l'analyse de l'expérience passée et du potentiel de développement futur,
- d'un taux d'actualisation (WACC) appliqué aux flux de trésorerie projetés de 8,0% au 31 décembre 2020 pour l'ensemble des UGT ou groupe d'UGT (zone euro). Ce taux résultait de l'analyse de sources d'informations externes, notamment d'un benchmark provenant de bureaux d'analystes financiers.

Toutefois, il est considéré que la valeur recouvrable de chaque UGT ou groupe d'UGT ne peut pas être inférieure à 0,6 fois le chiffre d'affaires de l'UGT ou groupe d'UGT concerné, sauf circonstance particulière.

Lorsqu'une perte de valeur est constatée, l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur calculée est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition et comptabilisé en « autres produits et charges opérationnels ».

Les pertes de valeur enregistrées au titre des écarts d'acquisition sont irréversibles.

Au 30 juin 2021, Aubay a passé en revue les éléments pouvant indiquer une baisse de la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT au cours du premier semestre 2021. En particulier, Aubay a procédé à l'analyse des performances au 30 juin 2021 des UGT ou groupes d'UGT par comparaison avec les estimations utilisées à fin 2020.

Nonobstant les incertitudes créées par la pandémie de Covid-19, la Direction d'Aubay a conclu à l'absence au 30 juin 2021 d'éléments indiquant une baisse de la valeur recouvrable des UGT ou groupes d'UGT par rapport au 31 décembre 2020 sur la base des analyses de sensibilité réalisées.

Immobilisations incorporelles :

Licences et logiciels : Les licences et logiciels acquis en pleine propriété sont amortis linéairement sur une durée ne pouvant excéder 5 ans à l'exception des logiciels standards de faible valeur qui sont amortis prorata temporis sur l'exercice d'acquisition. Les logiciels et solutions développés en interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font aussi l'objet d'un amortissement sur les mêmes durées.

Les coûts capitalisés des logiciels et solutions développés en interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels.

Immobilisations corporelles :

- (1) Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et amorties sur une durée correspondant à leur période prévisible d'utilisation.
- (2) Sauf exception, les plans d'amortissement sont les mêmes que ceux retenus pour les comptes sociaux (hors élément dérogatoire d'origine fiscale).

Le mode d'amortissement principal est le mode linéaire :

Constructions	20 ans
Agencements et installations	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans

Contrats de location IFRS 16 :

Le Groupe reconnaît un contrat de location dès lors qu'il obtient la quasi-totalité des avantages économiques liés à l'utilisation d'un actif identifié et qu'il a un droit de contrôler cet actif.

A la date du début du contrat, la valeur du droit d'utilisation des biens pris en location à l'actif correspond à la dette sur bien pris en location corrigée des coûts directs initiaux de mise en place du contrat, des paiements effectués d'avance, des avantages reçus du bailleur à cette date et des éventuels coûts exceptionnels que le preneur devra engager à la fin du contrat. La valeur de la dette sur bien est initialement calculée sur la base de la valeur actualisée des paiements futurs sur la période contractuelle exécutoire, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation qui seront raisonnablement certaines d'être exercées. Les taux d'actualisation correspondent aux taux marginaux d'emprunt du Groupe, estimés à partir d'éléments de marché disponibles et appliqués en fonction des durées des contrats, sans différenciation sur la base du « risque pays » étant donné que le Groupe opère uniquement dans la Zone Euro.

Ce taux est estimé à partir d'éléments de marché disponibles à cette date, en fonction des durées de vie résiduelles des contrats à compter du 1er janvier 2019.

Les paiements au titre des contrats de location tiennent compte des loyers fixes, variables liés à un index ou un taux dès lors qu'ils sont connus au début du contrat. Pour les véhicules, ils ne comprennent pas les composantes services pouvant être incluses dans les contrats de location qui restent comptabilisées en charges.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location sont amortis sur la durée retenue pour le calcul de la dette de loyers. Le mode d'amortissement est le mode linéaire.

Contrats de location immobiliers	3 à 9 ans
Contrats de location de véhicules	3 à 5 ans
Contrats de location de matériel informatique et autres	3 à 5 ans

La recouvrabilité des droits d'utilisation est testée dès lors que des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur de l'actif. Les dispositions de mise en œuvre du test de dépréciation sont identiques à celles relatives aux écarts d'acquisition, immobilisations corporelles et incorporelles telles que décrites dans la note "Ecart d'acquisition".

Au bilan, les dettes locatives sont distinguées en part non courante (+ d'un an) et courante (- d'un an).

Au compte de résultat, les charges d'amortissement sont comptabilisées dans les dotations aux amortissements et provisions du Résultat opérationnel d'activité. Les charges d'intérêts des dettes de loyers sont incluses dans le résultat financier.

Les coûts afférents aux contrats de location correspondant à des actifs de faible valeur unitaire (< 5 000 \$) ou de courte durée (durée < 12 mois) restent comptabilisées en charges opérationnelles.

Créances d'exploitation :

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement et, le cas échéant, font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Trésorerie : La trésorerie comprend les liquidités immédiatement disponibles à la vente et qui ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur à court terme. Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée si la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition.

Autocontrôle : Les actions Aubay détenues par la société mère viennent en diminution des capitaux propres consolidés. En cas de cession, le résultat est neutralisé en variation des capitaux propres.

Subventions et crédits d'impôts : les subventions d'exploitation et crédits d'impôts sont inscrits en déduction des charges par nature qu'ils sont destinés à compenser (principalement dans les charges de personnel pour le CIR).

Provisions : Le groupe applique les dispositions de l'IAS 37. Cette norme définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur négative pour l'entreprise, c'est-à-dire une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Lors de la comptabilisation d'acquisitions, le groupe peut être amené à comptabiliser des provisions (risques, litiges...) dans le bilan d'ouverture. Ces provisions constituent des passifs qui viennent créer ou augmenter le montant de l'écart d'acquisition. Au-delà du délai d'affectation de 12 mois du bilan d'ouverture, les reprises de provision sans consommation correspondant à des changements d'estimation tels que définis dans les IAS 8 s'effectuent en contrepartie du compte de résultat dans la ligne « Autres produits et charges opérationnels ».

Provisions pour retraite et engagements assimilés : Conformément à l'IAS 19, le groupe comptabilise des avantages à long terme postérieurs au départ à la retraite ou conditionnées par l'accumulation d'années d'ancienneté au sein du groupe telles que les indemnités de départ à la retraite... Ces avantages peuvent revêtir différents types de couvertures :

- Régimes à cotisations définies : en vertu duquel le Groupe verse des cotisations définies auprès d'organismes externes. Les charges sont constatées au fur et à mesure de leur versement.
- Régimes à prestations définies : pour lesquels le Groupe a une obligation vis-à-vis des salariés. Les caractéristiques de ces régimes varient selon la législation et la réglementation applicable dans chacun des pays.

En France, les principales hypothèses actuarielles retenues pour valoriser les obligations liées aux régimes à prestations définies sont les suivantes :

- Age de départ : 67 ans
- Salaire moyen retenu 1/13ème de rémunération annuelle hors primes
- Progression des salaires : 1%
- Charges sociales : 45%
- Taux d'actualisation : 0,79%

- Taux de rotation : table propre à la société
- Taux de survie d'après la table INSEE 2021

En Italie, la provision correspond aux indemnités légales de fin de contrat (TFR ou *Trattamento di Fine Rapporto*). Ces indemnités sont comptabilisées chaque année sur la base d'une quote-part du salaire brut annuel et sont versées aux employés lors de la fin de leur contrat de travail.

En Espagne et en Belgique-Luxembourg, il n'existe pas d'engagements de retraite.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers : Les dettes financières à long terme comprennent essentiellement les emprunts auprès des établissements de crédit, les emprunts obligataires et les engagements de rachats de minoritaires.

Les emprunts obligataires sont évalués à la date de souscription à leur juste valeur, puis comptabilisés jusqu'à leur échéance selon la méthode du coût amorti. A la date de souscription de l'emprunt, la juste valeur correspond à la valeur des flux de décaissement futurs actualisés au taux du marché. En outre, les frais et les éventuelles primes d'émission sont imputés sur la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la valeur nominale de l'emprunt et sa juste valeur telle que calculée ci-dessus est inscrite en capitaux propres. A chaque période suivante, la charge d'intérêt comptabilisée en compte de résultat correspond à la charge d'intérêt théorique calculée par application du taux d'intérêt effectif à la valeur comptable de l'emprunt. Le taux d'intérêt effectif est calculé lors de la souscription de l'emprunt et correspond au taux permettant de ramener les flux de décaissements futurs au montant initial de la juste valeur de l'emprunt. La différence entre la charge d'intérêt telle que calculée ci-dessus et le montant nominal des intérêts est inscrit en contrepartie de la dette au passif du bilan.

Chiffre d'affaires : Le chiffre d'affaires est reconnu si un contrat existe entre le groupe et son client. Un contrat existe s'il est probable que le Groupe recouvrera le paiement auquel il a droit, les droits aux biens ou services et les termes de paiement peuvent être identifiés, et les parties au contrat sont engagées à s'acquitter de leurs obligations respectives. Le chiffre d'affaires généré par des contrats avec des clients est reconnu en contrepartie d'un actif de contrat ou une créance client avant le paiement effectif. La méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts est fonction de la nature des prestations.

Contrats basés sur des ressources

Le chiffre d'affaires réalisé sur des contrats basés sur des ressources est comptabilisé au fur et à mesure que le Groupe acquiert le droit de facturer le client : le montant ainsi facturé correspond directement à la valeur pour le client de la prestation effectuée à la date considérée. Chaque obligation de prestation est reconnue en revenu à l'avancement car le client reçoit et consomme de façon continue les avantages des services. Le prix des services est basé sur le nombre d'heures passées sur le contrat. Le montant à facturer est représentatif de la valeur des services fournis au client. Le chiffre d'affaires est comptabilisé progressivement en fonction des heures passées. Les coûts liés aux contrats basés sur des ressources sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des livrables

Les contrats basés sur des livrables incluent généralement des prestations au forfait (construction d'un actif/d'une application, développements spécifiques à un client...).

Le chiffre d'affaires sur les contrats basés sur des livrables, est reconnu à l'avancement sur la base des coûts encourus car au moins l'une des conditions suivantes est respectée :

- La prestation du Groupe améliore un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de la prestation
- Le Groupe construit un actif qui n'a pas d'usage alternatif que celui qui en sera fait par le client et le Groupe a un droit irrévocable à paiement pour les travaux réalisés à date selon les termes contractuels et les législations locales.

Les coûts liés aux contrats basés sur des livrables sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Contrats basés sur des services

Les contrats basés sur des services incluent les activités d'infrastructures, de gestion des applications et de services aux entreprises (TMA, TRA, Centres de service...). La durée du contrat est généralement comprise entre 3 et 5 ans.

Les prestations sont généralement facturées mensuellement sur la base d'un prix forfaitaire par unité d'œuvre consommée, ou selon des forfaits mensuels ajustables au titre de variations de volumes ou de périmètres.

Cette typologie de contrat prévoit généralement des pénalités au niveau de service délivré.

En règle générale, les services récurrents correspondent à une seule et même obligation de prestation, composée de séries d'unités quotidiennes distinctes de services fournis progressivement. Le chiffre d'affaires des contrats basés sur des services est comptabilisé au fur et à mesure que le groupe acquiert le droit de facturer. Les pénalités ou primes liées au niveau de service sont le cas échéant reconnues entièrement dans la période au cours de laquelle les objectifs de performance sont atteints ou manqués.

Activité de revente

Lorsque le Groupe revend des logiciels et des équipements informatiques achetés auprès de fournisseurs externes, il mène une analyse de la nature de sa relation avec ses clients pour déterminer s'il agit comme un principal ou comme un agent dans la livraison des biens et services.

Selon IFRS 15, le Groupe est considéré comme « principal » lorsqu'il obtient le contrôle des logiciels, matériels et prestations de services avant de les transférer au client. Dans ce cas, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base brute.

Lorsque le Groupe agit en tant qu'agent, le chiffre d'affaires est reconnu sur une base nette (net des facturations des fournisseurs) correspondant à la rémunération ou commission du Groupe en tant qu'agent.

Coûts des contrats – coûts d'obtention et de réalisation des contrats

Les coûts incrémentaux d'obtention des contrats ne sont jamais capitalisés comme « coûts de contrat » et amortis sur la durée de

vie du contrat. Il en est de même pour les coûts liés aux phases de transition et de transformation.

Si le coût de revient prévisionnel d'un contrat s'avère supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée lors de la clôture des comptes.

Présentation au sein des états consolidés de la situation financière

Les actifs sur contrats conclus avec des clients sont présentés séparément des créances clients. Ils correspondent au chiffre d'affaires comptabilisé pour lequel les droits correspondants de percevoir une contrepartie sont subordonnés à une condition autres que l'écoulement du temps, notamment la performance future du Groupe, l'atteinte de jalons de facturation ou l'acceptation du client. Lorsque les actifs sur contrats conclus avec des clients ne dépendent plus que de l'écoulement du temps (factures à établir), ils deviennent des créances clients.

Les passifs sur contrats représentent le montant des contreparties reçues ou enregistrées en dette et pour lesquelles le chiffre d'affaires n'a pas encore été reconnu (acomptes clients et produits constatés d'avance).

Autres produits et charges opérationnels : Il s'agit de produits ou charges inhabituels, anormaux, non prédictifs et de montants significatifs. A titre d'exemple, ils incluent les coûts de restructuration, les dépréciations des écarts d'acquisition, les plus ou moins-values de cession, les coûts d'acquisition et d'intégration des sociétés acquises par le groupe...

Options de souscriptions d'actions : la norme IFRS 2 prévoit la comptabilisation en charge de la juste valeur des stock-options dès leur attribution aux salariés ou aux dirigeants. Les plans concernés sont postérieurs au 7 novembre 2002. Les options sont valorisées à l'aide d'un modèle « Black & Scholes », dont les paramètres incluent notamment le prix d'exercice des options, leur durée de vie, le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, les hypothèses de rotation de l'effectif et le taux d'intérêt sans risque. La valeur exacte des options est figée à leur date d'attribution. Cette valeur est amortie selon le mode linéaire.

Actions gratuites : des actions de performance sont consenties à un certain nombre de collaborateurs/mandataires sociaux du Groupe sous conditions de performance de marché et de présence (2 à 3 ans). L'indice boursier de référence est le « STOXX Europe TMI Software & Computer Services ». La juste valeur de l'action est déterminée par l'application d'un modèle conforme à IFRS 2 (« Monte Carlo ») qui inclut le cours de l'action à la date d'attribution, la volatilité implicite du cours de l'action, le taux d'intérêt sans risque, le taux de dividendes sur la période, cours de l'indice à l'attribution.

Impôts sur le résultat : La charge d'impôts est égale à la somme des impôts courants, des impôts différés, de la CVAE (Cotisation sur la Valeur Ajoutée sur les Entreprises) et l'IRAP équivalent de la CVAE en Italie. Concernant les impôts différés, il est tenu compte du délai de validité des déficits fiscaux fixé par les législations locales ainsi que des disponibilités d'utilisation des pertes reportables au vu de l'anticipation favorable des entités concernées pour apprécier la recouvrabilité des impôts différés actifs y afférents.

Résultat par action : Le résultat par action de base est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat par action dilué est calculé en divisant le résultat net part du Groupe, retraité du coût financier net d'impôt des instruments dilutifs de dette, par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice majoré du nombre moyens d'actions à émettre des instruments dilutifs suivants : options de souscription et actions gratuites dans la monnaie au 30 juin 2021.

Recours à des estimations : L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- les évaluations retenues pour les tests de valeur ;
- la valorisation des paiements en actions ;
- l'évaluation des passifs financiers.

Ces estimations partent d'hypothèses qui sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Indicateurs alternatifs de performance :

Les indicateurs alternatifs de performance suivis par le groupe sont définis ci-dessous :

Croissance interne/organique du chiffre d'affaires :

Il s'agit de la croissance calculée sur la base d'un périmètre constant pour une période donnée en excluant le chiffre d'affaires des sociétés acquises ou cédées. Aubay exerce l'essentiel de son activité en zone euro et de fait n'est pas ou peu soumis aux impacts des effets de change.

Résultat opérationnel d'activité :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel avant la prise en compte du coût des actions gratuites et des autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Résultat opérationnel courant :

Cet indicateur correspond au résultat opérationnel d'activité après la prise en compte du coût des actions gratuites et avant les autres produits et charges qui correspondent à des produits et charges opérationnels inhabituels, significatifs, peu fréquents, présentés de manière distincte pour faciliter la compréhension de la performance liée aux activités courantes.

Endettement net (ou trésorerie nette) :

Cet indicateur s'obtient par différence entre la trésorerie et les dettes financières. Si le résultat est négatif, on parle de dette nette, et de trésorerie nette dans le cas contraire. Les dettes de loyers sont exclues de l'endettement net.

Notes annexes au bilan

Evolution du périmètre de consolidation au premier semestre 2021

Au cours du 1^{er} semestre, aucune opération de croissance externe n'a été réalisée.

Ecart d'acquisition

En K€	Début d'exercice	Acquisition/dotations	Cession/reprises	Fin exercice
Valeur brute	149 082	-	-	149 082
Amortissement	(17 777)	-	-	(17 777)
Valeur nette	131 305	-	-	131 305

Droits d'utilisation et dettes de location

Ventilation des droits d'utilisation par catégorie de contrats de location

En K€

	Terrains et Batiments	Véhicules	Machines et équipements	Total
Valeurs Brutes				
Au 01/01/2021	24 748	3 097	723	28 568
Acquisitions/Augmentations	186	360	750	1296
Cessions/Diminutions	-768	-364	-696	-1828
Au 30/06/2021	24 166	3 093	777	28 036
Amortissements				
Au 01/01/2021	-7 704	-1 464	-789	-9 957
Dotations et dépréciations	-1890	-483	-345	-2 718
Reprises et cessions	286	361	425	1 072
Au 30/06/2021	-9 308	-1 586	-709	-11 603
Valeurs nettes				
Au 30/06/2021	14 858	1 507	68	16 433

En K€	Terrains et Batiments	Véhicules	Machines et équipements	Total	
Valeurs Brutes					
Au 01/01/2020	25 265	2 821		478	28 564
Acquisitions/Augmentations	568	684		264	1516
Cessions/Diminutions	-1085	-408		-19	-1512
Au 31/12/2020	24 748	3 097		723	28 568
Amortissements					
Au 01/01/2020	-4 508	-920		-140	-5 568
Dotations et dépréciations	-3937	-1036		-667	-5640
Reprises et cessions	741	492		18	1251
Au 31/12/2020	-7 704	-1 464		-789	-9 957
Valeurs nettes	17 044	1 633		-66	18 611
Au 31/12/2020					

Ventilation des dettes de loyer par maturité

En K€	Valeur comptable	Courant	Non courant	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Au 30/06/2021						
Dettes de loyers	16 833	5 024	11 809	4 573	7 236	0

Clients et comptes rattachés aux contrats

En K€	30/06/2021	31/12/2020
Créances clients - Valeur Brute	113 266	106 738
Dépréciation	(1 217)	(1 306)
Actifs sur contrats	41 397	29 148

Créances clients et actifs sur contrats	153 446	134 580
Passifs sur contrats	(14 462)	(18 319)
Créances clients et actifs sur contrats nets des passifs sur contrats	138 984	116 261
Ratio clients en jours de chiffre d'affaires	89	81

Opérations sur actions propres au cours du 1^{er} semestre 2021

Nombre d'actions détenues au 01/01/21	11 802
Acquisitions/Cessions 2021 (en net)	9
Nombre d'actions détenues au 30/06/21	11 811

Evolution des provisions

En K€	30/06/2021	31/12/2020
Provisions pour litiges	2 736	2 794
Provisions pour pensions et retraites	4 076	3 957
Total	6 812	6 751

Ventilation des impôts différés

En K€	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Impôt différé actif	-	-	-	-
Reports fiscaux déficitaires	123	-	87	36
-Différences temporaires	2 349	107		2 456
Total impôt différé actif	2 472	107	87	2 492
Impôt différé passif	-	-	-	-
-Différences temporaires	1	-		1
Total impôt différé passif	1	0		1

Emprunts, dettes financières et trésorerie

Au 30 juin 2021

En K€	30/06/2021			31/12/2020
	Montant	A 1 an au plus	A plus d'un an	Montant
Emprunt bancaire	5 517	3 062	2 455	7 563
Banques créditrices	34	34	-	257
Autres dettes financières		-	-	0
DETTES	5 551	3 096	2 455	7 820
Valeurs mobilières de placement	840	-	-	579
Disponibilités	48 718	-	-	51 883
DISPONIBILITES	49 558	-	-	52 462
(ENDETTEMENT NET)/TRESORERIE NETTE	44 007	(3 096)	(2 455)	44 642

Trésorerie (en K€)	30/06/2021	31/12/2020
Disponibilités	48 718	51 883
Placements à court terme	840	579
découverts bancaires	(34)	(257)
Total trésorerie	49 524	52 205

Engagements hors bilan

Aucun changement significatif ayant affecté les engagements hors bilan n'est à mentionner.

Transactions avec les parties liées

Aucune transaction significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2021.

Notes annexes au compte de résultat

Evolution de l'activité par zone géographique et par secteur

		30/06/2021		30/06/2020	
En M€	CA	ROA* % CA	CA	ROA* %CA	
Groupe	233,1	9,6%	214,8	8,7%	
France/UK	118,3	8,2%	110,2	7,5%	
International	114,8	11,1%	104,6	10,1%	

*Résultat Opérationnel d'Activité

30 juin 2021

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	118,3		118,3
Italie		57,3	57,3
Zone Ibérique		46,8	46,8
Bénélux		10,7	10,7
Total	118,3	114,8	233,1
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	54,5	34,1	88,6
Assurance et protection sociale	40,3	10,6	50,9
Administration	1,9	14,3	16,2
Services/Utilities	7,4	16,5	23,9
Industrie et transport	7,7	7,9	15,6
Télécom, Médias et jeux	5,2	29,7	34,9
Commerce et Distribution	1,3	1,7	3,0
Total	118,3	114,8	233,1
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	118,3	114,6	232,9
Biens/services transférés à un moment donné		0,2	0,2
Total	118,3	114,8	233,1

30 juin 2020

(en millions d'euros) - Secteur Opérationnel	France / UK	International	Total
Zones géographiques			
France / UK	110,2		110,2
Italie		52,9	52,9
Zone Ibérique		42,5	42,5
Bélux		9,1	9,1
Total	110,2	104,6	214,8
Secteurs d'activité des clients			
Banque/Finance	47,2	30,0	77,2
Assurance et protection sociale	39,2	10,1	49,3
Administration	2,0	14,8	16,8
Services/Utilities	8,0	13,9	21,9
Industrie et transport	7,1	8,4	15,5
Télécom, Médias et jeux	5,6	26,3	31,9
Commerce et Distribution	1,1	1,1	2,2
Total	110,2	104,6	214,8
Méthode de reconnaissance du chiffre d'affaires			
Biens/services transférés progressivement	110,2	104,5	214,7
Biens/services transférés à un moment donné		0,1	0,1
Total	110,2	104,6	214,8

Au 30 juin 2021 (en K€)	France/Uk	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	118 482	115 086	(473)	233 095
Total résultat opérationnel d'activité	9 667	12 790	0	22 457
% marge opérationnelle d'activité	8,2%	11,1%		9,6%
Résultat opérationnel	8 807	12 510	0	21 317

Au 30 juin 2020 (en K€)	France/Uk	International	Eliminations inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires	110 367	104 772	(362)	214 777
Résultat opérationnel d'activité	8 257	10 534	0	18 791
% marge opérationnelle d'activité	7,5%	10,1%		8,7%
Résultat opérationnel	7 482	9 939	0	17 421

Charges de personnel

En K€	30/06/2021	30/06/2020
Rémunérations du personnel	117 451	109 582
Charges sociales	40 630	37 870
Dotation nette aux provisions pour retraite	371	-162
Total	158 452	147 290

Chiffre d'affaires	233 095	214 777
Ratio Coût perso/CA	68,0%	68,6%

Effectif fin de période	30/06/2021	30/06/2020
France	2 650	2 520
Belgique- Luxembourg	211	194
Italie	2 048	1 914
Espagne/Portugal	1 979	1 783
Total	6 888	6 411

Productif	6 378	5 914
% productif	92,5%	92,2%
Administratifs et commerciaux	510	497
Total	6 888	6 411

Autres produits et charges opérationnels

En K€	30/06/2021	30/06/2020
Charges non récurrentes	(613)	(826)
Plus et moins-values de cessions d'actifs		(80)
Réévaluation dette rachat intérêts minoritaires	-	-
Total	(613)	(906)

Les charges non récurrentes sont composées principalement de coûts de restructuration.

Charges d'impôts

En K€	30/06/2021	30/06/2020
Impôts exigibles	(5 764)	(5 180)
Impôts différés	(12)	(634)
Total	(5 776)	(5 814)

Les impôts exigibles se décomposent en 4,8 M€ d'impôts sur les bénéfices et 1,0 M€ de CVAE et IRAP (équivalent de la CVAE en Italie).

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021

Aux Actionnaires de la société AUBAY,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés de la société AUBAY, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes consolidés semestriels résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes consolidés semestriels résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

– **Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

– **Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels résumés.

Paris et Paris-La-Défense, le 23 septembre 2021

Les commissaires aux comptes

BCRH & Associés

Constantin Associés

Paul GAUTEUR

Antoine LABARRE

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes semestriels consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice »

Philippe Rabasse

Directeur Général du Groupe Aubay